

Pouvoir adjudicateur :

**Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Var (CPAM)
TSA 41126
83082 TOULON CEDEX**

Autorité représentant le pouvoir adjudicateur :

JEAN-FRANÇOIS CIVET, DIRECTEUR DE LA CPAM DU VAR

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
(CCAP)**

Objet du marché :

Marché n° MAP25VITRO SIGNAL13

**Travaux de fourniture, livraison et pose d'éléments de
vitrophanie et de signalétique intérieure et extérieure pour
les locaux du nouveau siège de la CPAM du Var « Immeuble
Telo »**

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET ET DESCRIPTION DU MARCHE	3
ARTICLE 2. DUREE ET RECONDUCTION DU MARCHE - MODALITES D'EXECUTION	6
ARTICLE 3. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	8
ARTICLE 4. PRIX.....	9
ARTICLE 5. VARIATION DES PRIX.....	10
ARTICLE 6. CLAUSE DE SURETE ET DE FINANCEMENT	11
ARTICLE 7. SOUS-TRAITANCE	12
ARTICLE 8. REGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE.....	13
ARTICLE 9. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	15
ARTICLE 10. PENALITES	19
ARTICLE 11. DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	21
ARTICLE 12. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	22
ARTICLE 13. REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LOCAUX.....	23
ARTICLE 14. COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	23
ARTICLE 15. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	27
ARTICLE 16. GARANTIE ET ASSURANCES.....	28
ARTICLE 17. RESILIATION	29
ARTICLE 18. ADAPTATION – SUSPENSION DU MARCHE	30
ARTICLE 19. CLAUSE DE REEXAMEN	30
ARTICLE 20. REGLEMENT DES LITIGES	31
ARTICLE 21. DEROGATION AU CCAG TRAVAUX.....	31

Article 1. Objet et description du marché

Article 1.1. Objet

Le marché régi par le présent cahier des clauses administratives consiste en la réalisation de travaux de fourniture, livraison et pose d'éléments de vitrophanie et de signalétique intérieure et extérieure pour les locaux du nouveau siège de la CPAM du Var « Immeuble Telo ».

Les travaux sont répartis en un seul lot.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes.

Lieu d'exécution des travaux : Locaux du nouveau Siège de la CPAM du Var « Immeuble Telo », 267 boulevard Raynouard, 83000 Toulon

Article 1.2. Intervenants

La Maîtrise d'Ouvrage est assurée par :

Caisse Primaire d'assurance Maladie (CPAM) du Var
TSA 41126
83082 TOULON CEDEX

Représentant du Pouvoir Adjudicateur : Monsieur Jean-François CIVET, Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Var

Conduite d'opération : La conduite d'opération sera assurée par le Service du Patrimoine Immobilier - SPI

La Maîtrise d'œuvre est confiée à :

Kardham – Agence Marseille
40 Boulevard de Dunkerque – 13002 Marseille
Virginie Cueille
Architecte Chef de projet
vcueille@kardham.com

06 74 37 57 51

Contrôle technique

Sans objet

Co-activité et coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS)

Une prestation de coordination Sécurité et Protection de la Santé (SPS) a été commandée.
L'identité du CSPS sera communiqué au titulaire du marché.

Article 1.3. Règlementation applicable

Le présent marché public est soumis au Code de la commande publique, au Cahier des clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF du 1er avril 2021), ainsi qu'à l'arrêté du 19 juillet 2018, portant règlement sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général.

Article 1.4. Forme du marché

Il s'agit d'un marché public ordinaire.

Article 1.5. Décomposition du marché

1.5.1. Décomposition en lots

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement car la dévolution en lots rend techniquement difficile l'exécution des prestations et plus coûteuse leur exécution.

1.5.2. Décomposition en tranches

Sans objet

Article 1.6. Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

Article 1.7. Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG Travaux, dès la notification du marché, le titulaire et le maître d'ouvrage désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au maître d'ouvrage ou au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

Le maître de l'ouvrage notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le membre du groupement, désigné dans le marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

Article 1.8. Notification des modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-Travaux, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- A ses coordonnées bancaires ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur, toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Article 1.9. Conduite des prestations par une personne nommément désignée

Lorsqu'il est prévu dans le marché que tout ou partie des prestations doit être exécutée par une personne nommément désignée et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- En informer sans délai l'acheteur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences techniques au moins équivalentes (transmission du nom et du curriculum vitae dans un délai de quinze jours, à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent), et d'une connaissance similaire de l'exécution de le marché.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'acheteur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de quinze jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par l'acheteur est motivée.

Les informations, avis, propositions et décisions de l'acheteur sont notifiés selon les modalités définies à l'article 3.2 ci-dessous.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 17 du présent document.

En aucun cas cette nouvelle désignation ne peut justifier une augmentation des prix du marché.

Article 1.10. Forme des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions, observations ou informations qui font courir un délai, le maître d'ouvrage prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et, le cas échéant, l'heure de leur réception :

- Remise contre récépissé daté ;
- Échanges dématérialisés datés ou sur supports électroniques via notamment le profil acheteur du maître d'ouvrage ou par courriel ;
- Lettre recommandée avec accusé de réception postal.

Les notifications sont faites à l'adresse du titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement ou, à défaut, à son siège social. En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

La date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

En cas de notification dématérialisée par courriel et en complément de l'article 3.1.2 du CCAG-T, une confirmation automatique ou manuelle de réception devra être émise en réponse par le titulaire. À défaut d'envoi automatique ou de confirmation de réception, le titulaire s'engage à attester par courriel de la réception de la notification concernée. Sans réponse de sa part dans un délai de 5 jours calendaires, la date d'envoi fait foi et constitue le point de départ des délais contractuels faisant l'objet de ladite notification.

En cas de notification directement sur le profil dématérialisé de l'acheteur, le titulaire est réputé avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui lui a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de 5 jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Article 1.11. Ordre de service

Par dérogation aux dispositions de l'article 3.8 du CCAG-T, les ordres de service seront préparés, datés, numérotés et signés par le maître d'œuvre. Ils seront notifiés par le MOA au titulaire dans les conditions prévues à l'article 3.1 du CCAG-T et à l'article 1.10 ci-dessus.

Le titulaire en accuse réception datée.

Les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montant, doivent faire l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage.

De même, tous les ordres de services relatifs à la réalisation de travaux supplémentaires ou modificatifs de quelque nature qu'ils soient, en application des articles 14 à 17 du CCAG-T, doivent, pour être opposables au maître de l'ouvrage, comporter le visa de celui-ci.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-T, le titulaire doit notifier, par écrit dûment motivé, ses observations dans un délai de 7 jours à compter de la réception de l'ordre de service.

Conformément à l'article 3.8.2 du CCAG-T, si les observations du titulaire visent à informer que l'ordre de service présente un risque en termes de sécurité, de santé ou qu'il contrevient à une disposition législative ou réglementaire à laquelle le titulaire est soumis dans l'exécution des prestations objet du marché, le délai d'exécution de l'ordre de service est suspendu jusqu'à la notification de la réponse du maître d'ouvrage.

Article 1.12. Conditions particulières d'exécution

En complément du CCTP, le titulaire devra prendre toutes les dispositions pour éviter toutes perturbations qui risqueraient de gêner les activités.

Avant toute décision quant à l'organisation de son travail et des moyens et outillage qu'il compte utiliser pour réaliser ses prestations, le titulaire obtiendra tout accord préalable auprès du représentant du maître d'ouvrage.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- l'exploitation normale du domaine public et des services publics ;
- l'exécution simultanée d'autres travaux.

Il devra, en outre, prendre à sa charge toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible, les inconvénients détaillés au CCTP et notamment les inconvénients suivants :

- bruits d'origines diverses (camions, tous engins à moteur thermique, compresseurs, scies, tous outils à percussion, etc.) ;
- odeurs, fumées, gaz (moteurs thermiques, feux de destruction de vieux bois, etc.) ;
- poussières d'origines diverses ;
- fouilles dans le sol après dépose des mâts existants
- débris divers et gravats provenant de l'exécution même des travaux, stockés provisoirement dans les accès ou cheminements à l'extérieur de l'enceinte des chantiers.

Avant tout commencement d'exécution, si un ou plusieurs des inconvénients cités ci-dessus ne pouvaient être suffisamment atténués ou supprimés, l'entrepreneur devra en référer au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

Article 2. Durée et reconduction du marché - Modalités d'exécution

Article 2.1. Durée du marché

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux, l'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service de démarrer les travaux.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, la durée d'exécution du marché ne comporte pas de période préparatoire de chantier.

Le délai prévisionnel des travaux est d'environ 2,5 mois à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

L'acheteur dispose d'un délai maximal de 6 mois à compter de la notification du marché pour notifier cet ordre de service de démarrage des travaux au titulaire du marché.

Il est souhaité que les éléments de signalétique et de vitrophanie soient totalement installés, au plus tard, le 15 décembre 2025 (date cible).

Conformément à l'article 18.1.1 du CCAG Travaux, le délai d'exécution des travaux est celui imparti pour la réalisation des travaux incombant au titulaire, y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des locaux et des lieux.

Il est rappelé que, pour les délais d'exécution des travaux proprement dits, le calendrier prévisionnel des travaux ne reflète que les tâches principales et que les interventions du titulaire doivent être prévues autant que de besoin pendant la durée globale de l'opération, et ceci, dans le cadre forfaitaire du marché.

Les délais de garantie courent à compter de la date de la décision de réception des ouvrages.

Article 2.2. Reconduction

Le marché n'est pas reconductible.

Article 2.3. Prolongation du délai d'exécution

Dans le cas :

- d'un changement du montant des travaux ou d'une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages
- d'une substitution d'ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus
- de la survenance de difficultés ou de circonstances imprévues au cours du chantier ;
- d'un ajournement de travaux décidé par le maître d'ouvrage ;
- d'un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires, y compris en ce qui concerne les autorisations administratives liées à l'exécution du marché qui sont à la charge du maître d'ouvrage, ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché.

Il sera fait application des dispositions de l'article 18.2 du CCAG Travaux.

En dehors de ces cas énumérés ci-avant, la prolongation du délai d'exécution ne peut résulter que d'un avenant.

Il n'est pas prévu de dispositions relatives à la prolongation des délais pour intempéries.

Article 2.4. Modification du calendrier détaillé d'exécution des travaux

En tout début de marché, il sera établi avec le titulaire, sur la base du calendrier prévisionnel, un calendrier d'exécution détaillé concerté qui sera rendu contractuel et définira les différentes étapes et délais d'exécution des livrables.

Ce calendrier détaillé d'exécution se substituera au calendrier prévisionnel d'exécution des travaux.

Les travaux de pose des éléments de vitrophanie et de signalétique devront se faire entre les mois de novembre et décembre 2025 (date cible).

L'attention du titulaire est portée sur ce qui suit :

- a) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le Maître d'Œuvre, en concertation avec le titulaire, puis il est soumis par le Maître d'Œuvre à l'approbation du représentant du Maître d'Ouvrage, au plus tard sept (7) jours suivant la notification du marché.

Jusqu'à l'intervention d'un accord entre les entreprises concernées, le calendrier prévisionnel s'applique.

- b) Au cours du chantier et avec l'accord de l'entrepreneur concerné, le Maître d'Œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution.
- c) Le calendrier détaillé d'exécution des travaux visé au a), pourra être modifié par ordre de service adressé au titulaire, en cours d'exécution du marché par un nouveau calendrier détaillé. Ce nouveau calendrier d'exécution remplacera le précédent et deviendra contractuel et servira à l'application de pénalités.

Le titulaire est tenu de respecter les dates et échéances fixées au calendrier détaillé d'exécution.

La notification d'un nouveau calendrier prévisionnel de travaux ne préjuge pas, s'il y a lieu, de l'application des pénalités de retard à l'encontre du titulaire du marché responsable du retard constaté et ne vaut pas acceptation d'une prolongation de délais par le maître d'ouvrage.

Toute prolongation du délai contractuel d'exécution des travaux devra faire l'objet d'une mention expresse et l'ordre de service ou l'avenant, s'il y a lieu, devra en fixer l'importance.

Par dérogation à l'article 52 du CCAG-Travaux, les dispositions suivantes s'appliquent :

- En cas de retard constaté du Titulaire par rapport au calendrier détaillé d'exécution ou lorsque le titulaire ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service, le représentant du Maître d'Ouvrage le met en demeure d'y satisfaire dans un délai de deux (2) jours calendaires, par une décision qui lui est notifiée par écrit.
- Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure la poursuite des travaux par un tiers peut être ordonnée à ses frais et risques ou la résiliation du marché peut être décidée.

Article 3. Pièces contractuelles du marché

Article 3.1. Pièces particulières du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-T, les pièces contractuelles et leur ordre de priorité sont les suivants :

- L'acte d'engagement et ses annexes:
 - *Annexe 1_ Annexes de confidentialité*
 - *Annexe 2_ Déclaration de sous-traitance (DC4)*
- Le présent Cahier Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - *Livret de sécurité PSSI*
 - *Charte accueil*
 - *Livret de sécurité incendie*
 - *Plan d'Installation de Chantier (PIC)*
 - *Plans d'aménagement avec typologies des cloisons (fournis lors de la demande de visite facultative sur site)*
- Le calendrier détaillé d'exécution des travaux,
- L'offre technique du titulaire ainsi que ceux qui seraient rendus contractuels lors de la mise au point du marché,
- Les compte-rendu de réunion de chantier,

- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché

Article 3.2. Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Travaux (CCAG Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JO du 1er avril suivant) ;
- L'Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité sociale,
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux, en vigueur lors de la remise des offres ;
- L'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché pour autant qu'ils soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Article 4. Prix

Article 4.1. Forme des prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées, comme précisé à l'acte d'engagement, par application du prix forfaitaire figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Cette disposition s'applique également aux PSE obligatoires.

Par ailleurs, des finalisations d'ordre technique pourront être demandées en conformité avec le CCTP. Ces adaptations sont également réputées comprises dans le prix initial du marché.

Le montant de l'offre indiqué dans l'acte d'engagement inclut la rémunération forfaitaire versée au titulaire au titre des droits de propriété intellectuelle.

Dans l'hypothèse où le titulaire est un groupement, la rémunération au titre des droits de propriété intellectuelle est incluse dans les montants identifiés dans la répartition indiqué dans le présent article.

Article 4.2. Contenu des prix

L'ensemble des prix comprennent toutes les charges fiscales ainsi que tous les frais nécessaires à la mise en place des moyens pour le respect des obligations définies au présent marché.

Ils comprennent notamment, sans que la liste en soit exhaustive :

- tous les frais résultant des visites, réunions, études, produits et autres matériels d'intervention
- frais de main-d'œuvre, fourniture, livraison, pose et déplacement des personnels, de transport des pièces, outillage et appareillage
- toutes les sujétions résultant de la présence de canalisations diverses identifiées dans le marché ou visibles in situ : eau, électricité, gaz, etc., à proximité du lieu des travaux et de toutes les précautions à prendre pour assurer leur protection ;
- les revendications éventuelles des tiers pour l'emploi de procédés ou d'appareils brevetés ;
- la fourniture d'échantillons définis au CCTP ;
- tous les frais d'études, de l'élaboration des documents et notes de calculs nécessaires à l'exécution des ouvrages, des frais d'élaboration des documents à remettre après exécution
- les frais d'exécution de chacune des prestations décrites, y compris implantation, études préparatoires, tous moyens de levage et de manutention, etc. ;
- les frais d'études complémentaires pour établir les dossiers des ouvrages exécutés
- les frais d'installation, d'entretien et de repliement des installations de chantier, y compris remise en état des lieux, et locaux suivant constat d'état des lieux contradictoire réalisé au démarrage du chantier
- les frais afférents à l'ensemble des tests, essais, ou attestation, tant sur les installations provisoires que sur les installations définitives
- De phénomènes naturels ;
- De la présence de câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- Des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;

- De la réalisation simultanée d'autres ouvrages ;
- Les dispositifs de sécurité, de signalisation, d'éclairage et échafaudage si nécessaires tels qu'ils sont imposés par la réglementation en vigueur, et par le livret de sécurité;
- Les protections et le nettoyage du chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

- En cas de groupement d'opérateurs économiques, conjoint ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

- En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

Le cas échéant, le montant de l'offre indiqué dans l'acte d'engagement inclut la rémunération forfaitaire versée au titulaire au titre des droits de propriété intellectuelle.

Dans l'hypothèse où le titulaire est un groupement, la rémunération au titre des droits de propriété intellectuelle est incluse dans les montants identifiés dans la répartition indiquée dans l'acte d'engagement.

Article 4.3. Travaux supplémentaire ou modificatifs

Ne peuvent pas être considérés comme travaux supplémentaires et donner lieu à des paiements complémentaires, tous les travaux et fournitures nécessaires pour livrer au Maître d'Ouvrage l'objet du marché en complet et parfait achèvement.

Conformément à l'article 13.4 du CCAG-Travaux, les prix forfaitaires pour les prestations supplémentaires ou modifications pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix, peuvent être proposés par l'acheteur (ou le maître d'œuvre avec l'accord du maître d'ouvrage) au moyen d'un ordre de service établi par le Maître d'Œuvre mentionnant provisoirement les prix nouveaux retenus, après consultation du titulaire. Ces prix provisoires décidés par l'acheteur sont alors utilisés pour le règlement des acomptes dans l'attente de la fixation des prix définitifs.

Le titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans le délai de 30 jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose. En cas de désaccord, le maître d'ouvrage règle provisoirement les sommes qu'il admet.

Lorsque les parties sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant, sauf si les prix sont devenus définitifs dans le silence du titulaire.

Article 4.3. Augmentation du montant des travaux

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG-T, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans ordre de service préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître de l'ouvrage.

Article 5. Variation des prix

Les prix du marché sont fermes.

Conformément à l'article R.2112-9 du Code de la Commande publique, ils feront l'objet d'une actualisation si un délai supérieur à trois (3) mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé ses prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

Pour mettre en œuvre l'actualisation, un coefficient d'actualisation sera appliqué à l'offre initiale, calculé de la façon suivante :

Coefficient d'actualisation = (indice à la date de début d'exécution des prestations – 3 mois) / (indice de la date de fixation du prix dans l'offre)

La formule d'actualisation qui sera alors appliquée est la suivante :

$$\text{Prix actualisé} = P(o) \times (M-3/m0) \times (M-3/m0)$$

Dans laquelle :

P(o) = Prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro (date initiale de remise des offres, hors négociation) ;

M-3= indice à la date de début d'exécution des prestations – 3 mois

M0= indice de la date de fixation du prix dans l'offre

L'index de référence est : Indice du coût du travail - Coût horaire - Tertiaire (NAF rév. 2 sections G à N) - Base 100 en 2020 - Identifiant 010762001

Article 6. Clause de sureté et de financement

Article 6.1. Retenue de garantie

Pour les entreprises de taille intermédiaires et les grandes entreprises, la retenue de garantie sera de 5%.

Si l'entreprise est une petite ou moyenne entreprise, la retenue de garantie sera de 3%.

Dans tous les cas, la retenue de garantie sera appliquée sur chaque acompte et sur le solde dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Cette retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande.

Le maître d'ouvrage n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Il est rappelé qu'en cas de réserves notifiées au titulaires du contrat et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur caution ou garantie ne seront libérées que 30 jours après la date de la levée effective de ces réserves.

Conformément à l'article 42.5 du CCAG-T, la libération de la retenue de garantie ne sera applicable qu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux, soit à la fin de l'année de parfait achèvement correspondant à la dernière.

Article 6.2. Avance

Le marché remplit les conditions pour qu'une avance soit versée au titulaire.

Cette avance est accordée au(x) prestataire(s) dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, **sauf renonciation expresse par le titulaire du marché**, dans l'acte d'engagement.

Il est prévu le versement d'une avance en application de l'option A (article A.10.1 du CCAG-T).

Article 6.2.1. Montant de l'avance

Le taux de l'avance est fixé à 30 %, sauf renonciation expresse du titulaire indiquée dans l'acte d'engagement.

L'avance sera alors calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies aux articles R.2191-6 à 10 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Article 6.2.2. Bénéficiaires de l'avance

Lorsque le marché est passé avec un prestataire (contractant) unique ou avec des prestataires groupés conjoints ou éventuellement avec des sous-traitants ayant droit au paiement direct, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le titulaire ou le mandataire et, à celles exécutées par chaque opérateur économique ou sous-traitant ayant droit au paiement direct.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au prestataire, aux opérateurs économiques ou sous-traitants s'appliquent alors au montant TTC des travaux réalisés directement par le titulaire, par chacun des opérateurs économiques conjoints ou chacun des sous-traitants ayant droit au paiement direct.

En cas de groupement conjoint ou solidaire avec répartition de paiements, les paiements des membres du groupement sont répartis sur chacun des membres du groupement dans la mesure où il est possible d'individualiser les prestations respectives de chaque membre et le montant correspondant. Les dispositions réglementaires sont donc applicables à la fois au mandataire et à chacun des opérateurs économiques sur la base de la répartition des paiements identifiée dans l'acte d'engagement.

En cas de groupement solidaire sans répartition de paiement, les paiements des membres du groupement sont effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du nom du mandataire géré par le mandataire. Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser sur ce compte s'appliquent alors au montant TTC des prestations à réaliser par l'ensemble des opérateurs économiques solidaires.

En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours d'exécution du marché, si le titulaire, mandataire ou opérateur économique du marché a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traitée sera prélevée, que le sous-traitant demande ou non une avance, sur les sommes qui lui sont dues sur la ou les demandes de paiement présentées après la date d'agrément du sous-traitant concerné.

Si les sommes restantes dues au titulaire, mandataire ou opérateur économique ne permettent pas, lors de la présentation de la demande d'agrément du sous-traitant concerné, le remboursement de l'avance sur la part du marché sous-traitée, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité soit de limiter la sous-traitance en conséquence, soit de refuser l'agrément du sous-traitant.

Article 6.2.3. Modalités de remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des R.2191-11 et R.2191-14 du code de la commande publique.

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant du marché.

Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande de paiement, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaires ou opérateurs économiques).

Article 7. Sous-traitance

En complément des dispositions du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG-T.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements, conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial.

En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances, lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître d'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus. La

non production de cette caution emportera, dans les conditions définies à l'article 17.2 ci-dessous, résiliation du marché.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-T.

Notamment, le maître d'ouvrage notifiera à chaque sous-traitant concerné, la copie de l'acte spécial après signature. Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve de cette acceptation et de cet agrément.

Les modalités de la cession des droits de propriété intellectuelle d'un sous-traitant au maître d'ouvrage sont définies à l'article 10.2 "La cession des droits de propriété intellectuelle dans le cas d'une sous-traitance" ci-après.

Article 8. Règlement des comptes au titulaire

Les prestations forfaitaires seront réglées en application de la Décomposition de Prix Global Forfaitaire (DPGF).

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

Article 8.1. Transmission des demandes de paiement

En application de l'article L2192-1 du code de la commande publique, la facturation électronique est obligatoire pour l'ensemble des entreprises, les transmissions de demandes de paiement se feront obligatoirement sous format dématérialisé sur le portail <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour cela, les éléments suivants sont nécessaires :

- le numéro, l'intitulé, la date du marché
- les nom et adresse du titulaire ainsi que le numéro de son compte bancaire ou postal
- la désignation des prestations réalisées
- la quantité réalisée
- le prix unitaire ou forfaitaire H.T de base.
- le taux et le montant de la T.V.A.
- le montant total T.T.C. des prestations réalisées
- la date et la période sur laquelle porte la facturation

Pour chaque facture, il sera annexe l'ordre de service correspondant.

Le pouvoir adjudicateur accepte ou, refuse la facture. En cas de refus par le pouvoir adjudicateur, le titulaire la complète éventuellement, en faisant apparaître les pénalités imposées ou, toute mention erronée ou absente.

Le comptable assignataire est désigné à l'Acte d'Engagement. Le règlement est effectué par virement bancaire, sur le compte décrit à l'Acte d'Engagement, ouvert par le titulaire.

La facturation des frais doit être totalement dissociée du versement de dommages et intérêts, pénalités ou tout autre produit.

Article 8.2. Modalités de règlement du prix

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établi et réglés comme il est indiqué à l'article 12 du CCAG Travaux précisé ou modifié comme suit :

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés, en application de la DPGF.

Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage, et une fois les réserves levées.

Article 8.3. Délais de paiement

Le délai de paiement des acomptes, des règlements partiels définitifs éventuels et du solde est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par le maître d'ouvrage.

Le taux des intérêts moratoires est fixé à l'article ci-dessous.

L'acheteur est chargé des vérifications et contrôles définis au présent document concernant les paiements

Article 8.3.1. Paiement d'acompte mensuel

Le paiement des acomptes mensuels se fait conformément aux dispositions de l'article 12.2 du CCAG-T.

Ces projets de décompte seront acceptés ou rectifiés par le représentant de la maîtrise d'œuvre.

La maîtrise d'ouvrage valide ensuite ces projets de décompte pour permettre leur règlement selon les délais prévus.

Article 8.3.2. Paiement de décompte final

Conformément à l'article 42.4 du CCAG-T, le décompte général est unique pour l'ensemble des travaux.

La notification de la décision de réception fait courir le délai prévu à l'article 12.3.2 du CCAG-T.

En complément de l'article 12.3.2 du CCAG-T, à la fin des travaux, le titulaire du marché transmettra son projet de décompte final à compter de la date de notification de la décision de réception.

Le projet de décompte final, établi par le titulaire, est validé ou rectifié par le représentant de la maîtrise d'œuvre qui devient alors, le projet décompte général, conformément à l'article 12.4.1 du CCAG-T.

Le projet de décompte général doit être transmis au maître d'ouvrage dans un délai compatible avec les délais et prescriptions de l'article 12.4.2 du CCAG-T.

Le maître d'ouvrage validera et, le cas échéant rectifiera, ce projet pour qu'il devienne le décompte général. **Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-T**, le maître d'ouvrage disposera d'un délai de trente jours à compter de la réception du projet de décompte général signé par le titulaire pour lui notifier le décompte général.

Lorsque le titulaire notifie au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé (à défaut de transmission par le maître d'ouvrage dans le délai mentionné ci-dessus), il indique expressément dans son envoi vouloir faire application des dispositions de l'article 12.4.4 du CCAG et qu'en l'absence de notification du décompte général par le maître d'ouvrage dans un délai de 30 jours de la réception des documents, le décompte général deviendra tacitement le décompte général et définitif.

A défaut de cette indication, en l'absence de notification du décompte général dans ce délai, le décompte général signé par le titulaire ne pourra devenir le décompte général et définitif.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-T, la signature du décompte général sans réserve par le maître d'ouvrage :

- N'exonère pas le titulaire de son obligation de lever les réserves émises à la réception et d'en supporter le coût ;
- Ne s'oppose pas à ce que le maître d'ouvrage appelle le titulaire à la garantie des condamnations qui pourraient être prononcées à son encontre dans le cadre de litiges ou réclamations dont il avait connaissance au moment de l'établissement de ce décompte.

Article 8.4. Règlements en cas de groupement d'opérateurs économiques et/ ou des sous-traitants ayant droit au paiement direct

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les opérateurs économiques ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

Conformément à l'article 10.7 du CCAG-T, et sauf mention contraire dans les documents particuliers du marché, en cas de groupement solidaire ou conjoint, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des opérateurs économiques en fonction de l'exécution des prestations de chacun, si la répartition des prestations et des paiements est identifiée. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet au maître d'ouvrage, la répartition des paiements pour chacun des opérateurs économiques.

Dans le cadre d'un groupement solidaire, l'acceptation d'un règlement à chacun des opérateurs économiques solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des opérateurs économiques.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues par les articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

En complément de l'article 12.1.7 du CCAG-T, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des factures des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui. Le paiement des factures du sous-traitant sera effectué par le maître d'ouvrage sur la base de l'acceptation totale ou partielle des factures du sous-traitant par le titulaire.

En l'absence de notification au pouvoir adjudicateur par le titulaire, dans les 15 jours de la demande de paiement adressée par le sous-traitant au titulaires, de son refus total ou partiel de la facture du sous-traitant, le maître d'ouvrage procédera au paiement des factures sur la base de la demande qui lui aura été adressée par le sous-traitant dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous-traitance

Article 8.5. Intérêts moratoires

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$$IM = M \times J / 365 \times \text{Taux IM}$$

M = montant de l'acompte en TTC

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement.

365 = nombre de jours calendaires de l'année civile

En cas de retard de paiement, l'acheteur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire de le marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique.

Article 9. Conditions d'exécution des prestations

Article 9.1. Livrables

Les livrables sont détaillés dans le CCTP. Ils devront respecter les échéances du calendrier prévisionnel ou du calendrier détaillé concerté avec le titulaire en début ou en cours d'exécution du marché.

Article 9.2. Obligations de confidentialité

Article 9.2.1. Règles de confidentialité

Le titulaire pour l'exécution de la prestation est amené à intervenir dans les locaux de l'organisme et peut se voir remettre des informations, sous quelque forme que ce soit, qui appartiennent à l'organisme ou dont il est le garant et qui représentent un caractère confidentiel.

La divulgation du contenu de ces informations, des informations de toute nature relative à l'activité de l'organisme, des informations détenues par l'organisme est susceptible de nuire aux intérêts dudit organisme et de ceux d'autres personnes.

Le titulaire est donc soumis à une obligation de confidentialité » dans les termes et conditions ci-après définies.

Texte de référence :

- **Article 226-13 du code pénal**, (Ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 art 3 – journal officiel du 22/09/2000 en vigueur le 1er janvier 2002) "La révélation d'une information à caractère secret par une personne qui en est dépositaire soit par état ou par profession, soit en raison d'une fonction ou d'une mission temporaire, est punie d'un an d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende ;
- **Articles 323-1 et suivants du code pénal sur les intrusions et le maintien frauduleux dans un système informatique.**

Information confidentielle

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support, communiquée dans le cadre de la Prestation.

Compte tenu du fait que le ou les salariés du titulaire sont amenés à travailler dans les mêmes locaux et sur les mêmes équipements que les salariés de l'organisme, il paraît difficile d'identifier les informations communiquées et considérées comme confidentielles par l'apposition d'une mention spéciale lorsque ces informations sont disséminées dans les supports de travail tels que des serveurs informatiques.

En conséquence, toutes les informations communiquées au prestataire au moyen de supports informatiques sont considérées comme confidentielles et y compris les informations écrites ou orales ayant pour objet les accès logiques. **La politique de sécurité de l'organisme est confidentielle.**

Les informations transmises sur support papier, CD et supports magnétiques devront comporter la mention « confidentiel ».

Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à ne pas communiquer, ne pas publier ou divulguer à des personnes ou entités non liées par les présentes, les Informations Confidentielles de l'organisme sauf exceptions prévues dans le cadre du présent contrat.

Il s'engage également à protéger et à garder strictement confidentiels le contenu et les résultats de la Prestation effectuée pour l'organisme.

Il s'engage à n'utiliser l'Information Confidentielle qu'aux seules fins de l'exécution de la Prestation.

Le titulaire se porte garant de l'exécution de l'obligation de confidentialité pour ses préposés et salariés. Il s'engage à ne pas reproduire l'Information pour lui-même.

Injonctions judiciaires ou administratives

Si le titulaire était obligé à communiquer une Information Confidentielle reçue dans le cadre des présentes du fait d'une injonction administrative ou judiciaire, le titulaire devra le notifier à l'organisme dans les meilleurs délais et, sur demande de ce dernier, coopérer pleinement avec l'organisme afin de contester cette divulgation.

Si après une telle contestation, la divulgation était toujours exigée, le titulaire devra demander à ce que cette Information soit traitée confidentiellement par l'administration, l'organe ou le tribunal concerné. A l'exception du cas de non-respect des dispositions précédentes, aucune Partie ne sera responsable des dommages résultant de divulgation(s) imposée(s) par injonction administrative ou judiciaire.

Propriété de l'information confidentielle

Toute Information Confidentielle sous forme tangible qui a été communiquée et copiée dans le cadre des présentes est et restera la propriété de l'organisme.

Toute Information Confidentielle ainsi que toute copie et reproduction licite de celle-ci devront dans les trente (30) jours de la demande écrite de l'organisme être restituées sans délai à l'organisme ou détruites, à la discrétion de l'organisme.

Dans le cas d'une telle demande, le titulaire devra fournir à l'organisme un certificat écrit de respect du présent article dans les trente (30) jours d'une telle demande. Tous documents écrits, y compris les rapports et les comptes rendus, rédigés par le titulaire seront la propriété de l'organisme à l'issue de la Prestation.

Le titulaire s'engage à continuer de respecter son engagement de confidentialité dans les conditions du présent accord même après qu'il ait restitué les informations confidentielles.

Il est expressément convenu que le titulaire ne pourra prétendre à l'exploitation de toute invention, savoir-faire, découverte ou perfectionnement ou donnée, réalisés, conçus, acquis ou possédés par l'organisme ou toute société affiliée, et dont elle aurait pu avoir connaissance directement ou indirectement à l'occasion de l'exécution de la Prestation.

La communication d'Information Confidentielle dans le cadre des présentes ne saurait être interprétée comme accordant une quelconque licence d'exploitation, licence d'utilisation, brevet, marque, modèle ou un quelconque droit de propriété de l'Information Confidentielle ou d'utilisation de celle-ci, une quelconque garantie, assurance ou déclaration par la Partie Communicante relative à son exhaustivité ou la violation de marques et droits des tiers.

Livret de sécurité du prestataire

Le titulaire doit prendre connaissance du livret de sécurité du prestataire annexé au CCTP. Il s'engage à diffuser ce document à toutes les personnes sous sa responsabilité avant toute intervention au titre de le marché en objet, y compris les éventuels intermédiaires et sous-traitants.

Responsabilité du titulaire

En cas de non-respect par le Prestataire de ses engagements au titre des présentes, l'organisme se réserve le droit de résilier le marché au jour de la réception par le prestataire de la lettre recommandée avec avis de réception portant la résiliation. Et cela sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront lui être réclamés.

Par ailleurs, d'un commun accord, les parties décident qu'en cas de divulgation de l'information confidentielle, tous les dommages mêmes indirects seront réparés par le titulaire sans limitation de montant.

Quel que soit le préjudice subit et étant donné le retentissement de toute action des organismes de sécurité sociale, le montant des dommages et intérêts conventionnels ne pourra pas être inférieur à 50 % du montant de le marché.

Enfin, l'organisme se réserve le droit de porter plainte avec constitution de partie civile.

Le titulaire doit s'assurer que les entreprises sous-traitantes placées sous sa responsabilité respectent l'ensemble de ces clauses.

Article 9.2. 2. Engagement de confidentialité

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

Article 9.3. Obligation de conseil

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil auprès du maître d'ouvrage. Il doit notamment :

- signaler les divergences entre les cotes figurant sur les plans et les relevés effectués dans les locaux,
- solliciter de la part de la maîtrise d'œuvre tous les renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui sont remis,
- contrôler sur place les dimensions des ouvrages exécutés par d'autres entreprises et tous autres éléments susceptibles d'affecter l'établissement de ses propres plans d'exécution.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire est également tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Article 9.4. Obligations administratives en cours d'exécution

Le cas échéant, les entreprises communiquent tous les six mois, à partir de la notification, et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues à l'article D.8222-5 du code du travail.

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale ;
- un des éléments de preuve de l'immatriculation de l'entreprise au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers.

Si l'entreprise est établie à l'étranger, elle fournit les éléments prévus à l'article D.8222-7 du code du travail. Ces documents sont transmis au maître d'ouvrage par voie postale ou dématérialisée.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPS " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 ;
- Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.
- En application des dispositions des articles L.8291-1 et suivants du code du travail, la carte professionnelle sécurisée des salariés du secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) est obligatoire pour toute personne travaillant sur un chantier et doit être présentée aux agents de contrôle.

Le maître de l'ouvrage peut vérifier auprès de l'union des caisses mentionnée à l'article R.8291-2 du code du travail que les salariés du titulaire d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant ont été déclarés auprès de cet organisme et que leurs cartes ou attestations ont été émises par celui-ci.

Le salarié titulaire d'une carte d'identification professionnelle ou de l'attestation provisoire est tenu de la présenter sans délai à la demande du maître d'ouvrage ou d'un donneur d'ordre intervenant sur le chantier où le salarié exerce son activité.

Article 10. Pénalités

Par dérogation aux articles 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG-T, aucune exonération de pénalités ne sera appliquée, et le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-T, les pénalités sont cumulatives, s'appliquent dès le premier euro. Elles sont encourues du simple fait de la constatation par le maître d'ouvrage de retard dans l'exécution des travaux ou dans la remise des documents d'étude et sans mise en demeure préalable, sauf mention contraire ci-dessous.

Le paiement des pénalités ne libère pas le titulaire de l'exécution de ses obligations : il reste intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

En cas de difficultés d'exécution et de retards constatés liés aux difficultés d'approvisionnement des matières premières, le titulaire pourra être exonéré des pénalités de retard listés ci-dessous, à la discrétion du maître d'ouvrage et après justificatifs apportés par le titulaire.

Les pénalités sont immédiatement déductibles des situations mensuelles de l'entrepreneur et sont sans préjudice à l'exercice par le maître de l'ouvrage de tout autre droit, y compris son droit de résiliation ou d'imputation à l'entreprise des coûts induits par sa négligence, ou de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Dans le cas de groupement d'opérateurs économiques avec répartition de paiement, les retenues sont réparties entre ceux-ci conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les retenues sont imputées en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du maître d'ouvrage à l'égard des autres opérateurs économiques.

Il est **dérogé à l'article 19.2.5 alinéa 2 du CCAG-Travaux** de sorte que le Maître d'Ouvrage reste en droit de sanctionner par des pénalités tout retard constaté par rapport à un délai partiel indépendamment d'une absence de retard au regard du délai global.

Article 10.1.1 Pénalités pour retard

Article 10.1.1 Exécution des travaux

En cas de retard dans le délais d'exécution des travaux prévu selon le calendrier détaillé d'exécution des travaux mentionné à l'article 2.4 ci-dessus, une pénalité de 100€ par jour sera appliquée lors de la première semaine de retard. Cette pénalité sera majorée de 100 euros par jour à partir de la deuxième semaine de retard (soit 200 euros par jour de retard).

Article 10.1.2 Remise des documents d'exécution prévus au CCTP

En cas de retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux, tels que mentionnés au CCTP : 100 € par jour de retard et par document.

Article 10.1.3 Remise des documents fournis après exécution

Conformément à l'article 40 du CCAG-T, en cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution des prestations, le titulaire se verra appliquer une retenue égale à 100 € par jour de retard.

Au-delà d'une semaine de retard, cette pénalité sera majorée de 50 € par jour.

Article 10.1.5 Non-respect des délais de repliement et remise en état des locaux

En cas de non-respect du délai de repliement des installations de chantier et de la remise en état des locaux après mise demeure non suivie d'effet, une pénalité de **500 € euros par jour calendaire de retard sera appliquée.**

Article 10.1.6 Production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus

En cas de retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus, le maître d'ouvrage appliquera **100 € jour de retard après mise en demeure.**

Article 10.2 Autres pénalités

Article 10.2.1 Absence aux réunions injustifiées

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par le maître d'ouvrage, **une pénalité de 100 €** sera appliquée à tout entrepreneur absent dûment convoqué et non excusé préalablement.

Un retard de plus d'une demi-heure, non justifié en amont, sera considéré comme une absence.

Article 10.2.2 Pénalités pour non-respect des prescriptions du CCTP

Il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées ci-dessus avec lesquelles elles se cumulent.

Ces pénalités seront appliquées après mise en demeure du titulaire, non suivie d'effet.

Elles seront déduites des situations mensuelles.

Ces pénalités pourront concerner les points suivants :

- Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier : **200 € par constat** ;
- Non-respect des engagements environnementaux et du traitement des déchets : **500 € par manquement constaté** ;
- Dépôt de matériaux et déchets en dehors des zones prescrites : **500 € par jour en défaut**
- Non-respect des prescriptions de nettoyage du chantier : **500 € par manquement constaté** ;
- Défaut du respect des accès au chantier : **500 € par manquement constaté**

Article 10.2.3 Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Dans le cas où le maître d'ouvrage est informé par un agent de contrôle que le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, il pourra lui appliquer des pénalités fixées à 10 % du montant du marché, dans les conditions suivantes :

- Cette pénalité sera appliquée si, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception, de faire cesser sa situation irrégulière sans délai, le cocontractant n'apporte pas au pouvoir adjudicateur la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. À défaut de correction des irrégularités signalées dans le délai de quinze jours, le maître d'ouvrage en informe l'agent de l'inspection du travail auteur du signalement et peut appliquer les pénalités prévues par le contrat.
- S'il n'applique pas les pénalités, le maître d'ouvrage pourra rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du marché.

Article 10.3 Non-respect des prescriptions d'un ordre de service

En cas de non-respect des délais et prescriptions établis dans un ordre de service émis par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, une pénalité de **100 € par jour calendaire en défaut sera appliquée**.

L'application de ces pénalités ne fait pas obstacle aux mesures prévues à l'article 49 du CCAG-T.

Article 11. Droits de propriété intellectuelle

Article 11.1. Régime des droits

Le présent marché comporte des dispositions relatives à la propriété intellectuelle, conformément au chapitre 6 du CCAG-T et selon les modalités définies ci-dessous.

Article 11.2. Régime des résultats

L'acheteur peut utiliser les résultats pour ses besoins exprimés dans le marché ou découlant de l'objet des prestations.

La cession des résultats réalisés dans le cadre du marché par le titulaire se fait **à titre non exclusif**, conformément à l'article 48 CCAG-T, **sauf** pour les résultats ayant pour objet de distinguer l'identité propre du maître d'ouvrage, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être

réutilisés en raison de leur confidentialité, tels que les fichiers sources « natifs » (maquettes, polices, photos, illustrations, textes, etc).

Compte-tenu de leurs spécificités, ces résultats sont cédés **à titre exclusif**.

Le régime des résultats s'applique dans les conditions détaillées à l'article 48 du CCAG-T.

Article 11.3. Connaissances antérieures et connaissances antérieures standards

Les connaissances antérieures, y compris standards, sont définies aux articles 45.2 et 45.3 du CCAG-T.

Le régime des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards et leurs spécificités s'appliquent dans les conditions des articles 46 et 47 du CCAG-T.

Article 11.4. Cession des droits de propriété intellectuelle dans le cas d'une sous-traitance

- Le titulaire du marché s'engage, en cas de sous-traitance, à obtenir, dans la convention de sous-traitance, la cession ou la concession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats réalisés par le sous-traitant, dans des conditions identiques à celles prévues dans le présent marché et lui permettant de rétrocéder ces droits à l'acheteur à l'issue du marché.

- Dans l'hypothèse où le titulaire du marché est un groupement de personnes, le mandataire du groupement s'engage, en cas de recours à la sous-traitance pour pallier la défaillance d'un membre du groupement dans l'exécution de ses prestations au titre du présent marché, à faire son affaire d'obtenir, dans la convention de sous-traitance, la cession ou la concession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats réalisés par le sous-traitant, dans des conditions identiques à celles prévues dans le présent marché et lui permettant de rétrocéder ces droits à l'acheteur à l'issue du marché.

Article 12. Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'appliquent au marché.

Article 12.1. Provenance des matériaux et produits

La nature, la qualité des matériaux employés, leur mise en œuvre et l'exécution des ouvrages devront être conformes à la liste du Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux.

Les CCTP fixent la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les prescriptions et les marques des matériaux sont données à titre indicatifs. Les entrepreneurs pourront utiliser des produits de marque différente dès lors que ceux-ci sont similaires et de qualité équivalente et qu'ils auront reçu le visa du maître d'œuvre après présentation des échantillons.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

Article 12.2. Caractéristiques, qualité, vérifications, essai et épreuves des matériaux

L'Entrepreneur devra, avant toute mise en œuvre et 2 semaines avant l'exécution effective des travaux, fournir l'ensemble des échantillons, modèles et spécimens de tous les matériaux, finitions, appareils et éléments pour validation pour validation du MOE et MOA avant fabrication.

Toutes les modifications demandées par le MOE seront à réaliser jusqu'à ce que le résultat soit satisfaisant.

Les dispositions des articles 23 à 25 du CCAG-T concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier sont applicables au présent marché, étant précisé que les CCTP définissent les compléments à apporter aux dispositions du CCAG-T et du CCTG.

Le titulaire est également tenu de produire, à toute demande du maître d'œuvre, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés. À défaut de production de ces procès-verbaux, le maître d'œuvre peut prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui sont entièrement à la charge du titulaire.

Les vérifications des essais et des épreuves sont réalisées par le maître d'œuvre.

Article 13. Repliement des installations de chantier et remise en état des locaux

Les dispositions applicables sont conformes au CCAG-T et aux prescriptions du CCTP.

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé doivent être remis au maître de l'ouvrage, au plus tard le jour de la réception définitive des travaux. Le titulaire enlève ses propres installations, matériels et matériaux en excédent et remet les emplacements correspondants en état à ses frais.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auraient été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution des travaux.

Le non-respect de cette obligation donne lieu à pénalités, telles que prévues ci-dessus.

Article 14. Coordination et exécution des travaux

Article 14.1. Coordination des travaux

Le titulaire du marché est informé que d'autres corps d'état pourront intervenir simultanément sur le chantier dans le cadre de ce marché.

Il devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour coordonner ses travaux avec ceux des autres intervenants et faciliter leur exécution.

Le titulaire ne pourra se prévaloir de la présence d'autres corps d'état pour justifier d'éventuels retards ou surcoûts.

Article 14.2. Programme d'exécution des travaux

Le titulaire devra dresser un dossier d'exécution des travaux conformément à l'article 28.2 du C.C.A.G-T, comportant notamment le calendrier d'exécution de ses prestations, le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, le plan de sécurité et d'hygiène, ainsi que les dispositions utiles pour obtenir la qualité requise des ouvrages telles que définies à l'article 28.4 du CCAG-T ainsi que l'ensemble des éléments détaillés dans le CCTP.

A l'issue de la notification du marché, il sera délivré un ordre de service de démarrage de l'exécution des travaux.

Article 14.3. Réunions de chantier

Les réunions de chantier sont hebdomadaires en période de chantier, sauf décision contraire du pouvoir adjudicateur.

Un compte rendu de réunion de chantier sera établi par le maître d'œuvre dans les 48 heures suivant la réunion. Il sera réputé contractuel dans les 5 jours suivant sa transmission au titulaire, sans observations de sa part. La maîtrise d'ouvrage devra également être destinataire de ces envois.

En cas de retard constaté du titulaire par rapport au calendrier détaillé d'exécution, le maître d'œuvre pourra lui ordonner par ordre de service de définir dans un délai de cinq jours calendaires, les moyens à mettre en œuvre pour rattraper le retard.

À défaut par l'entrepreneur d'avoir satisfait à la demande de la maîtrise d'œuvre dans le délai susvisé, celle-ci lui notifiera par ordre de service un calendrier de rattrapage.

Article 14.4 Plans d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur et soumis au visa du maître d'ouvrage dans un délai de 3 semaines suivant la réception de son ordre de service.

Celui-ci doit les renvoyer à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours calendaires après leur réception.

Article 14.5. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail et lutte contre le travail dissimulé

Les dispositions du code du travail s'appliquent.

L'entrepreneur remet au maître d'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel, pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, le titulaire devra remettre au maître de l'ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de quinze jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi conformément à l'article 31.5 du CCAG-T.

Article 14.6. Organisation, déroulement, sécurité et hygiène du chantier

Le titulaire doit se conformer parfaitement à l'ensemble des dispositions prévues par le Code du Travail et par la réglementation en vigueur à la date d'exécution des travaux (y compris toutes les mesures liées à la prévention), l'application desdites dispositions relevant totalement de la responsabilité du titulaire.

Article 14.6.1 Emplacement des installations de chantier

Les dispositions de l'article 31.1 du CCAG-T et les prescriptions du CCTP s'appliquent.

Les lieux devront être remis en état en fin de travaux.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par l'entrepreneur.

Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

Dès la notification de l'ordre de service prescrivant de démarrer les travaux et dans un délai maximum de quinze jours suivant cette notification, le titulaire devra fournir et mettre en place la délimitation, la signalisation et l'affichage obligatoires de chantier.

La mise en place comprend toutes les sujétions pour le scellement, le contreventement, les déplacements et entretien en cours de chantier. L'entreprise devra la déposer et l'enlèvement de ces matériels à la fin du chantier.

Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

L'entreprise devra la dépose et l'enlèvement de ces matériels à la fin du chantier ainsi que la remise en état à l'identique des lieux et locaux tel qu'ils ont été mis à disposition par le maître d'ouvrage avant intervention.

14.6.2 Emplacements gratuits pour dépôts provisoires

Aucun emplacement ne sera mis à la disposition de l'entrepreneur.

Celui-ci devra se procurer à ses frais, dans les conditions de l'article 31.2 du CCAG-T, les emplacements nécessaires aux dépôts provisoires.

14.6.3 Contraintes du chantier

La personne désignée comme correspondant technique par le titulaire doit prendre contact, dès la notification du marché, avec Morgan Bourgogne, Responsable du Service Patrimoine et Immobilier (SPI), dont les coordonnées seront communiquées au titulaire du marché.

Ce contact permettra de préparer la mise en œuvre des autorisations d'accès au site.

Le Titulaire devra prévenir 48 heures minimum en amont la CPAM du Var de toute intervention prévue sur le site , en précisant par courriel la date et l'heure de son passage ainsi que l'identité du ou des intervenant(s) par courriel à l'adresse : gestion-visiteurs.cpam-var@assurance-maladie.fr.

L'accès du site étant contrôlé, l'entreprise transmettra les documents d'identité de chaque personne amenée à intervenir sur le chantier, préalablement à leur intervention.

Il en sera de même pour tous véhicules. La plaque d'immatriculation ainsi que l'identité du conducteur seront demandées 48 heures à l'avance minimum.

Les travaux à réaliser constituent une intervention sur des bâtiments existants.

Les informations pratiques (cheminement et stationnement des véhicules) seront communiquées au titulaire à la notification du marché.

En complément du CCTP, le titulaire devra prendre toutes les dispositions pour s'assurer du respect du livret de sécurité joint en annexe du CCTP.

Avant toute décision quant à l'organisation de son travail et des moyens et outillage qu'il compte utiliser pour réaliser ses prestations, le titulaire obtiendra tout accord préalable auprès du représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux lors des opérations comportant la mise en œuvre, notamment d'appareils thermiques ;
- l'exploitation normale du domaine public et des services publics ;
- l'exécution simultanée d'autres travaux.

Il devra, en outre, prendre à sa charge, toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible, les inconvénients détaillés au CCTP commun, et notamment éviter :

- les risques d'accidents/de conflits lors du passage de convoi et/ou d'engins vers la zone de chantier ;
- les bruits, chocs et vibrations d'origines diverses (camions, tous engins à moteur thermique, compresseurs, scies, tous outils à percussion, etc.). Il sera évité au maximum de recourir à l'emploi de matériels bruyants.

Les techniques d'exécution seront soigneusement choisies pour provoquer le minimum de bruits ; elles seront clairement explicitées avant début d'exécution et l'entreprise veillera tout particulièrement à s'y conformer.

- Les odeurs, fumées, gaz (moteurs thermiques, feux de destruction de vieux bois, etc.) ;
- Les poussières d'origines diverses ;
- Les détritux divers et gravois provenant de l'exécution même des travaux ;

Avant tout commencement d'exécution, si un ou plusieurs des inconvénients cités ci-dessus ne pouvaient être suffisamment atténués ou supprimés, l'entrepreneur devra en référer au maître d'ouvrage.

Le titulaire doit informer ses cotraitants et sous-traitants de leurs obligations.

14.6.4 Mesures particulières concernant la sécurité et la santé

Le titulaire, ou chaque opérateur économique en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG-T.

Le titulaire ou chaque opérateur économique s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire, ou chaque opérateur économique en cas de groupement, s'engage au respect des conditions sanitaires définies spécifiquement par la maîtrise d'ouvrage.

Le titulaire veillera au respect des mesures sanitaires visant à la protection de ses salariés ainsi que des dispositions particulières prises le cas échéant par le maître d'ouvrage.

Le titulaire met les moyens nécessaires en œuvre pour assurer la sécurité et le respect de l'ensemble des parties humaines ou végétales présentes sur site.

Article 14.7. Dispositions en matière de développement durable

Article 14.7.1. Dispositions générales

Le titulaire, ou chaque opérateur économique en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement.

Le titulaire ou chaque opérateur économique s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande de l'acheteur.

Article 14.7.2. Dispositions spécifiques

Pour l'exécution des prestations, le titulaire s'engage à respecter les consignes liées aux contraintes de chantier. Il prendra également en compte, lorsque cela sera techniquement possible :

- La composition des matériaux et produits et notamment leur caractère écologique, polluant ou toxique ;
- L'aspect de réemploi, de reconditionnement ou d'intégration de matières recyclées et du recyclage ;

- Les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables ;
- La prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation.

Le titulaire devra assurer tout au long de son marché la prise en charge de la collecte, du tri, de la revalorisation et de l'élimination des produits en fin de vie.

Le titulaire s'assure également du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le marché.

Article 14.7.3. Mesures relatives à la gestion des déchets de chantier

Il est précisé que la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

Conformément à l'article 36.2.1 du CCAG-T, et en complément de l'article 2.4 du CCTP, le titulaire communique au maître d'ouvrage, dans un délai de deux mois à compter de la notification du marché, un schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED).

Il précisera notamment les modalités permettant au maître de l'ouvrage de s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier.

En cas de manquement à ces obligations en matière de gestion des déchets, le titulaire se verra appliquer une pénalité dans les conditions définies au présent document.

Article 14.8 Dispositions en matière d'insertion

Aucune disposition d'insertion n'est mise en place pour ce marché.

Article 14.9 Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

En complément de l'article 35 du CCAG -T, le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des travaux et prestations objet du marché.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du maître d'ouvrage en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

Article 15. Contrôles et réception des travaux

Article 15.1. Réception

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte, avec ou sans réserve, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du CCAG-T.

La réception des travaux est demandée par le titulaire conformément à l'article 41.1 du CCAG-T.

Si la réception ne peut pas être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée et le titulaire reste responsable de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et est susceptible de l'application de pénalités.

Si la réception est prononcée avec réserve, le titulaire devra remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai imparti par le maître de l'ouvrage.

Par dérogation à l'article 41.6 du CCAG-T, ce délai n'excèdera pas un mois.

Passé ce délai, le maître de l'ouvrage aura le droit de faire procéder à l'exécution des dits travaux par l'entreprise de son choix après mise en demeure préalable, aux frais et risques et pour le compte du titulaire défaillant.

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

Article 15.2. Documents fournis après exécution

Conformément à l'article 40.1 du CCAG-T, le titulaire remet l'ensemble des documents après exécution - DOE - tel que détaillé au CCTP, lorsqu'il demande la réception des travaux.

Article 15.6. Implantation des ouvrages

Conformément à l'article 27.1 du CCAG-T, le MOA communique au candidat les informations nécessaires pour l'élaboration de leur offre. Le candidat prend également connaissance des contraintes techniques du site lors de la visite du site.

Le titulaire est réputé avoir pris tous les renseignements ou dispositions utiles auprès des services techniques et du maître d'ouvrage pour l'implantation des réseaux, afin d'intégrer dans son offre toutes les prestations qui prennent en compte les contraintes de proximité des réseaux existants sur le projet, et le cas échéant les incertitudes de localisation indiquées dans les pièces du marché.

L'entrepreneur ne peut se prévaloir d'une méconnaissance du site lors de l'exécution des travaux.

Article 16. Garantie et assurances

Article 16.1 Délai de garantie

Le délai de garantie prévu à l'article 44 du CCAG-T ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

La garantie s'exécute conformément au CCAG-T et dans les conditions détaillées dans le CCTP.

Les éventuels constats d'achèvement partiel de travaux ne font pas courir le délai de garantie qui ne court qu'à compter de la date d'effet de la réception de l'ensemble des travaux. Le titulaire reste ainsi tenu par son obligation contractuelle à l'égard du maître d'ouvrage.

Article 16.2 Assurances

Le titulaire assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est seul responsable des dommages que l'exécution de ses prestations peut causer dans les limites de ses obligations contractuelles :

- A son personnel ou à des tiers ;
- A ses biens, à ceux de la CPAM du Var ou à des tiers.

L'entreprise doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle peut encourir en cas de dommage corporels, matériels et immatériels causés aux tiers ou à la CPAM du Var à l'occasion de ses interventions.

Le titulaire doit pouvoir produire à toute demande de la CPAM du Var une attestation indiquant qu'il est à jour de ses primes d'assurance.

Avant notification de son marché le prestataire retenu devra communiquer à la CPAM du Var une attestation de sa compagnie d'assurance indiquant les responsabilités couvertes avec les plafonds de garantie pour chaque type de responsabilité.

Tout au long de le marché le titulaire devra communiquer à la CPAM du Var son attestation d'assurance prouvant qu'il est à jour de ses primes d'assurance.

Article 16.2.1 Assurance de responsabilité civile en cours et après les travaux

Le titulaire du marché, ou chacun des cotraitants en cas de groupement, doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre

que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage ou à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations, objet du présent marché.

Dans le cas où cette justification n'aurait pas été produite avant la signature du marché sur demande du maître d'ouvrage, le titulaire devra produire celle-ci dans un délai de 15 jours suivant la demande du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non production des justificatifs d'assurance.

L'attestation d'assurance devra préciser, outre l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro de police ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques.

Article 16.2.2 Assurance de responsabilité décennale

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, le titulaire unique ou chacun des cotraitants en cas de groupement, doit pouvoir justifier au moyen attestation de son assureur, l'assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 du code civil.

Cette attestation devra obligatoirement mentionner :

- Les missions ou activités garanties,
- Être en cours de validité à la date d'ouverture du chantier quelle que soit la date d'intervention du titulaire,
- Comporter des garanties conformes aux dispositions légales et réglementaires à savoir :
 - Pour les travaux sur existant, une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi du 4 janvier 1978 et par l'annexe I de l'article A 243-1 du code des assurances, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subies par les parties anciennes de la construction.

Le titulaire ou chacun des cotraitants en cas de groupement fait son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Article 17. Résiliation

Article 17.1. Résiliation aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 50.3 du CCAG-T avec les précisions suivantes :

- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation ;
- La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai.

À défaut d'indication du délai, et en complément de l'article 50.3.2 du CCAG-T, le titulaire ou l'opérateur économique dispose d'un délai de 15 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

Article 17.2. Mesures coercitives

L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies aux articles 52.2 et suivants du CCAG-T. La décision de mise en demeure ou de résiliation le mentionnera expressément.

En cas de résiliation aux frais et risques du titulaire, et en complément de l'article 51.2.3 du CCAG-T, la notification du décompte de résiliation par l'acheteur au titulaire sera faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations des travaux.

Article 17.3. Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 50.4 du CCAG-T, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial HT du marché diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

Article 18. Adaptation – Suspension du marché

Il est attendu du Titulaire qu'il prenne toutes les mesures nécessaires pour assurer, dans la mesure du possible, l'exploitation de ses prestations.

En complément de l'article 53.3 du CCAG-T, lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible en raison de circonstances que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des travaux ou des prestations est prononcée par le maître d'ouvrage par ordre de service de suspension temporaire des prestations.

Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, le maître d'ouvrage se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

La reprise totale sera décidée par le maître d'ouvrage qui en informera le titulaire par un nouvel ordre de service de reprise des prestations.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations sans que cette décision d'arrêter ne donne lieu à aucune indemnité.

Par dérogation à l'article 53.3.2 du CCAG-T, dans un délai qui ne saurait excéder un mois à compter de la décision de suspension des travaux ou des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des ouvrages, des parties d'ouvrages exécutées, des matériaux approvisionnés et des immobilisations de matériels et de personnels ainsi que, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché du fait de la suspension et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par cette suspension.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le présent marché.

Article 19. Clause de réexamen

En complément des clauses permettant le réexamen de le marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions de le marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

Article 19.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Article 19.2. Remplacement d'un membre du groupement en cours d'exécution

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou de l'acheteur sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, l'acheteur se réserve la possibilité :

- soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ;
- Soit, le membre du groupement qui exécute la part financière la plus importante des prestations restant à réaliser à la date de cette modification devient d'office le nouveau mandataire du groupement dans l'acte d'engagement initial.
- de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité

Article 19.3. Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

À défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le membre du groupement solidaire ou du groupement conjoint qui exécute la part financière la plus importante des prestations restant à réaliser à la date de cette modification, deviendra d'office le nouveau mandataire du groupement dans l'acte d'engagement initial.

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement, **par dérogation à l'article 3.5 du CCAG Travaux.**

Article 20. Règlement des litiges

Avant toute saisine du juge, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d'un mode de règlement alternatif des différends dans les conditions définies aux articles L.2197-1 à 2197-7 du code de la commande publique, selon la nature du contrat en cause.

Toute difficulté survenant à l'occasion de l'application de le marché qui ne pourrait être réglée par accord amiable, sera de la compétence des juridictions de droit commun du siège de l'organisme.

En cas de litige relatif à l'exécution de le marché, il sera fait application du droit français et les tribunaux français seront seuls compétents.

Pour le règlement des litiges, il sera fait application de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés des organismes de Sécurité sociale.

Article 21. Dérogation au CCAG Travaux

ARTICLES CCAP	DEROGATIONS AU CCAG- TRAVAUX
1.11	3.8 ;3.8.2
2.1	18.1. 1 ;28.1
2.4	52
3.1	4.1
3.2	4.2.2
4.3	14.1.3
8.3.2	12.4.2
10	19.2.1 ;19.2.2 ;41.6
18	53.3.2
19.3	3.5